

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICAL

69 rue du Docteur Pontier
62380 Lumbres

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\SICAL_Lumbres_0007001030\2_Inspections\2023 10 18 Légio\SICAL_Lumbres_RAPVI_0007001030.odt

Code AIOT : 0007001030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement SICAL implanté 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres. L'inspection a été annoncée le 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2023. Elle a pour objet la vérification de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif à l'exploitation des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICAL
- 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres

- Code AIOT : 0007001030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SICAL à LUMBRES exploite une usine de fabrication de papier et de carton d'emballage. L'installation procède également au moulage de pièces en matière expansée, transforme du polystyrène et du polypropylène. La production est destinée notamment au secteur alimentaire (secteurs de la marée, barquette viande...) et pharmaceutique.

Le moulage de ces pièces en matières expansées s'effectue selon les étapes suivantes : des billes de polystyrène expansible vont être gonflées à la vapeur dans des prémousseurs (ou machine à expander). Ces billes vont être stockées ensuite 1 journée dans des silos (phase de maturation) puis dans l'atelier de transformation est réalisé le moulage à chaud dans des moules sous pression. Afin de permettre un démoulage dans de bonnes conditions il est nécessaire de refroidir rapidement ses moules à l'eau. Les tours aéroréfrigérantes ont pour fonction de refroidir l'eau utilisée. Enfin les pièces démoulées sont séchées si nécessaire dans un local d'étuvage.

L'installation est soumise à autorisation pour les rubriques 2440, 2430-2, 329, 2662-a,1715 et à enregistrement pour la rubrique 2921 de la nomenclature des Installations Classées (l'établissement fonctionne sous couvert de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/10/2009).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Légionellose – exploitation des TAR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	/	Sans objet
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	/	Sans objet
3	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	/	Sans objet
4	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	/	Sans objet
6	Transmission des résultats d'analyses réglementaires des concentrations en	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	/	Sans objet
7	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	/	Sans objet
8	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le site présente un bon aspect de propreté et les procédures d'exploitation des installations de refroidissement (TAR et circuit) sont mises en place et suivies.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p>

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

La personne référente en matière de suivi du risque légionellose sur le site est M. Lionel DESGARDIN, responsable du département plastiques. Il est nommément désigné pour cette fonction dans un courrier interne de délégation de responsabilités en date du 01/02/2019.

Une procédure interne prévoit les situations d'absences du personnel formé au risque lié à la légionellose (week-end, congés) avec la mise en place et désignation de personnels d'astreinte.

L'exploitant présente la liste des personnes susceptibles d'intervenir dans le cadre du suivi et de la gestion du risque légionellose ; cette liste est composée de 6 employés de la société SICAL pour la surveillance de l'installation de refroidissement, 6 personnes de FLANDRES ANALYSES pour les prélèvements d'eaux et analyses en laboratoire, 2 employés de la société BWT pour le traitement de l'eau et 2 employés de la société NOVALAIR pour le nettoyage du circuit de refroidissement. L'ensemble de ces personnes est repris dans le plan de formation.

Elles ont toutes suivi une formation depuis moins de 5 ans.

La dernière formation intitulée "formation au risque légionellose" a été dispensée le 27/09/2023 par la société YRET SOLUTIONS.

Vu les attestations de formations.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">— la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;— les points critiques liés à la conception de l'installation ;— les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;— les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">— les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;— un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;— les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

L'exploitant présente l'AMR qui a été revue et actualisée avec l'appui du bureau d'études YRET SOLUTIONS le 28/09/2023 dans le cadre d'un changement de stratégie de traitement et d'un changement de prestataires (nouvelle société en charge du traitement : BWT).

L'élaboration de cette nouvelle AMR s'est faite sur la base du travail d'un groupe composé de personnes référentes de la société SICAL (Mme DUCROCQ, Mme MEIRE, M. DESGARDIN et M. REBERGUE) ainsi que de représentants de la société BWT (traiteur d'eau) et du bureau d'études YRET SOLUTIONS.

L'AMR comporte les éléments suivants :

- la description du site, de l'installation et du système de refroidissement ;
- l'analyse des points critiques de l'installation ;
- les différents modes de fonctionnement de l'installation ;
- l'évaluation des risques ;
- la synthèse des points critiques, des facteurs de risques et les plans d'actions proposés.

L'AMR comporte un plan de progrès qui décrit les constats à l'origine des points de progrès, les recommandations de progrès, le délai, le pilote et l'état d'avancement des actions.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise

les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats :

Vu le plan d'entretien de l'installation de refroidissement ; ce document est actualisé chaque mois et définit pour chaque partie de l'installation (chacune des 3 TAR, circuit d'eau, adoucisseur, pompes doseuses et appareils de mesure) la nature des interventions, leur fréquence, la date de la dernière action réalisée et la date limite pour la prochaine action.

Les actions définies dans le plan d'entretien sont issues des facteurs de risques identifiés dans l'AMR.

Une fiche de stratégie de traitement établie conjointement entre SICAL et le traiteur d'eau BWT est jointe au plan d'entretien.

L'exploitant présente le plan de surveillance actualisé le 09/10/2023 établi avec la société BWT.

Pour chaque paramètre retenu pour l'eau adoucie et l'eau de circuit (dureté, alcalinité, conductivité, chlore, turbidité, MES, légionella), ce plan détermine les intervenants, périodicités, valeurs cibles, valeurs seuils d'alerte et valeurs seuils d'actions avec les modes d'actions et produits utilisés.

Les modalités de mise en œuvre des actions reprises dans les plans d'entretien et plan de surveillance sont reprises dans les procédures liées aux différentes situations et rassemblées dans le document SICAL intitulé « Procédure opérationnelle – vidange, nettoyage et désinfection de l'installation de refroidissement par dispersion d'eau dans le flux d'air à l'arrêt », référencée ENV-020 C et mise à jour en septembre 2023.

Les procédures rassemblées dans ce document reprennent les situations suivantes : dépassements supérieurs à 1000 UFC/l, dépassements supérieurs à 100 000 UFC/l, lecture impossible, arrêt prolongé (pré-désinfection, redémarrage).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Carnet de suivi</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none">— les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;— les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;— les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;— les périodes d'arrêts complet ou partiels ;— le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;— les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;— les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;— les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.— les modifications apportées aux installations.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son carnet de suivi établi sous format informatique. Ce carnet reprend les volumes d'eau et de produits d'entretiens préventifs et curatifs consommés, les arrêts annuels, les résultats des mesures et les dérives, les vidanges, nettoyages, désinfections, vérifications des dévésiculeurs.</p> <p>A noter deux dérives des résultats : dépassements entre 1000 et 100 000 UFC/l (1900 UFC/l) Le 19/05/2023 et présence de flore interférente le 16/08/2023. Ces dérives ont fait l'objet de fiches d'incident (respectivement fiches 16 et 17) annexées au carnet de suivi.</p> <p>Ces 2 fiches d'incident précisent les dates de constatation, les actions correctives engagées et le résultat de la vérification de l'efficacité de l'action corrective.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i></p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son registre de suivi des résultats d'analyses sous format informatique avec dates et résultats des différentes analyses.</p> <p>La fréquence mensuelle est respectée.</p> <p>Cette fréquence est hebdomadaire depuis fin août 2023 pour une durée de 2 mois suite au changement de laboratoire (labo MERIEUX remplacés par FLANDRES ANALYSES).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Transmission des résultats d'analyses réglementaires des concentrations en

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet régulièrement les résultats des analyses via l'application GIDAF.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etat des stocks de produits dangereux.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un état des stocks des produits chimiques utilisés dans le cadre de l'exploitation des TAR. Cet inventaire indique les natures de produits, quantités et localisations qui sont reprises sur un plan spécifique.</p> <p>Vu sur le terrain les emplacements de stockages sur rétentions dans le local nommé "produits station de refroidissement".</p> <p>Les produits présents concordent avec la fiche de stratégie de traitement préventif et leurs quantités correspondent à celles reprises sur la fiche d'exploitation établie par la société traiteur d'eau BWT qui précise les quantités mini et maxi de chaque produit.</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont présentes et récentes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etat des parties visuellement accessibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Entretien préventif de l'installation</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de</p>

surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.

Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.

Constats :

L'installation est propre et apparaît être en bon état.

Les dévésiculeurs sont changés tous les ans ; le dernier changement date de mai 2023.

Vu l'attestation de conformité des dévésiculeurs en date du 27/05/2023 établie par la société NOVALAIR qui atteste la conformité des dévésiculeurs fournis avec les prescriptions réglementaires des arrêtés ministériels du 13/12/2004 et du 14/12/2013 relatifs aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, et leur compatibilité avec les installations sur lesquelles ils ont été installés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet